

CAHIER D'ACTEUR N°12 - AVRIL 2024

**CGT - STMicroelectronics
Crolles****Contact**

CGT STMicroelectronics Crolles
850 rue Jean Monnet
38920 Crolles
courriel : bureaucgtst@gmail.com
site internet : cgtstcrolles.fr

Présentation de la structure

La CGT ST Crolles est un syndicat organisant l'ensemble des salariés travaillant sur le site STMicroelectronics de Crolles, salariés directs comme sous-traitants. Au sein de l'établissement, nous sommes la deuxième organisation syndicale en termes de représentativité, et ayant obtenu le plus grand nombre d'élus au Comité Social et Économique, représentant l'ensemble des catégories de personnel.

EN RÉSUMÉ.

Le La CGT défend une politique industrielle ambitieuse qui réponde aux besoins de la population, et qui ne délocalise pas les conséquences de nos consommations sur d'autres continents. A ce titre nous sommes favorables au développement de notre industrie en France.

Nous sommes cependant critiques du manque de planification dans notre filière ainsi que de l'absence de garanties sociales et environnementales dans le cadre des subventions accordées.

Lors des débats publics, les représentants de ST ont mis en avant l'indépendance technologique de la France avec l'extension de Crolles. L'argent public serait de l'argent bien dépensé afin de nous permettre de relocaliser et de reprendre une production qui est essentiellement faite en Asie.

Toutefois, nous n'avons pas eu de réponses à nos réserves en termes de leadership et d'indépendance, notamment sur les points suivants :

- Les nœuds technologiques de ST Crolles sont moins avancés que les nœuds technologiques développés en Asie et aux Etats-Unis. Quels sont les secteurs d'activité où ST veut reprendre le leadership technologique alors que le secteur de l'IA et des processeurs avancés ne sont pas adressés ?
- La phase de fabrication du silicium est une des étapes des puces. Mais la partie assemblage et test sont actuellement essentiellement faites en dehors de la France (Corée, Chine, Malaisie, Maroc, Singapour...), ou même de ST sur des plateformes de test américaines ou japonaises.

POUR UNE POLITIQUE INDUSTRIELLE AMBITIEUSE ET COHÉRENTE, DÉCIDÉE DÉMOCRATIQUEMENT.

L'Union Européenne et l'État délèguent aux grandes entreprises du secteur les choix stratégiques concernant cette industrie tout en les subventionnant massivement, y compris des entreprises américaines comme GlobalFoundries. Cette logique de chèques en blanc délaisse une partie importante de la filière comme les sous-traitants et ne permet pas d'orienter la production et la recherche vers les technologies essentielles au fonctionnement de nos sociétés et aux enjeux actuels.

A l'inverse, nous préconisons que les décisions soient prises dans le cadre des institutions élues, afin que les populations puissent exercer une forme de contrôle sur les choix stratégiques. En effet, les besoins auxquels répond notre industrie doivent être mis en regard de leurs impacts sociaux et environnementaux afin de permettre des choix éclairés et conscients : impacts locaux environnementaux, vérification de l'absence de travail des enfants pour l'extraction de terres rares, présence de puces dans l'armement utilisé dans divers conflits dans le monde, lutte contre l'obsolescence programmée, recyclabilité des produits après usage...

L'extension de notre site ne peut être considérée sans poser la question des produits qui y sont fabriqués. Les salariés et les populations doivent avoir leur mot à dire d'autant plus lorsque c'est l'argent public qui finance en partie les investissements industriels.

Les circonstances dans lesquelles se tient ce débat public, qui auraient dû précéder l'enquête publique et éclairer les décisions prises, est une illustration flagrante du manque de démocratie dans les choix industriels.

RÉDUIRE LES IMPACTS ET ASSURER LA PÉRENNITÉ DE NOTRE INDUSTRIE.

L'état n'a assorti les subventions accordées d'aucunes contraintes chiffrées, c'est un tort fondamental du projet.

IMPACT N°1 : L'EAU

Pour l'utilisation de l'eau, il semble que les leaders du marché, tel TSMC (Taiwan) soient bien en avance par rapport à ST. Il est donc d'autant plus nécessaire que ST publie dans les rapports environnementaux des données claires et chiffrées notamment sur ces projets en termes d'alignement sur les meilleurs acteurs du secteur pour la réutilisation de l'eau.

La direction a partagé un chiffre de 40% de réduction de l'utilisation de l'eau par plaque produite (par rapport à 2016). La consommation globale va donc malgré tout augmenter. Les données fournies à ce jour par la direction nous font par ailleurs douter de la possibilité d'atteindre cet objectif.

La direction affiche désormais des objectifs ambitieux avec 400 m³/h de retraitement d'eau en vue de sa réutilisation et la volonté de diversifier les approvisionnements (eaux usées, eau de nappe industrielle et

agricole) afin de réduire sa dépendance à l'eau potable.

Toutefois le volume final prévu de consommation étant de 1400 m³/h implique des efforts bien plus conséquents afin de maintenir la consommation à moins de 550m³/h, volume initial avant le projet.

Nous défendons plusieurs axes d'amélioration :

- Tarification progressive de l'eau incitant à la sobriété et permettant de débloquent de nouvelles ressources financières pour investir dans la dépollution et l'entretien des ressources existantes ainsi que le financement des infrastructures pour apporter les eaux usées demandées par ST.
- Augmentation du volume d'eaux retraitées par les STEL et réutilisées sur site.
- Mise en place d'une vraie démocratie de l'eau locale qui prenne en compte l'ensemble des acteurs concernés.
- Réalisation des mesures de contrôle sur les rejets liquides et gazeux par des organismes indépendants sous contrôle des collectivités.
- Communication des résultats des mesures des rejets du site (amont/aval de la nappe phréatique, dans les cours d'eau).

Le changement climatique en cours peut présager de nouveaux épisodes de sécheresses, plus fréquents et intenses. Il est ainsi d'autant plus important que soient décidés démocratiquement les plans de

rationnement, entre les différents acteurs, qui favorisent l'usage de l'eau pour les secteurs de premières nécessités.

IMPACT N°2 : LES TRANSPORTS.

Le projet s'est lancé sans projet de transports en commun associés. Un grand nombre de salariés sont contraints par l'absence de lignes à venir en voiture et les lignes existantes de bus et de train sont très insuffisantes et onéreuses.

L'augmentation du trafic automobile engendre embouteillages, pollutions et artificialisation des sols pour les parkings. Il convient donc de créer de nouvelles lignes de transports en provenance des villes de la périphérie grenobloise qui concentrent un grand nombre de salariés ainsi que de mettre en place le RER Grenoblois.

Ces aménagements au bénéfice des employeurs ne doivent pas reposer sur les contribuables. Il apparaît nécessaire de porter la contribution éco-mobilité dans le Grésivaudan à 2%, comme c'est le cas dans la métropole de Grenoble, et que ST finance les abonnements de transports en commun à 100% dans une démarche incitative. La CGT de l'Isère est plus globalement favorable à la gratuité des transports en communs pour tous les usagers.

IMPACT N°3 : LES POLITIQUES SOCIALES ET D'EMPLOIS.

La communication du projet avance largement le chiffre de 1000 emplois supplémentaires, toutefois dans le détail nous observons que cet engagement ne

sera valable que si le volume de production effectif atteint l'objectif final prévu. Aucun engagement n'existe si l'augmentation de la production n'est pas aussi forte, par exemple en cas de crise réduisant les prévisions de croissance.

De plus, nous observons que ST a choisi une politique de sous-effectifs en production et un recours massif aux intérimaires afin d'optimiser sa masse salariale. L'absence de garanties sociales dans l'accord de subventions permet ce type de dérives.

Les précédents plans d'investissements (Nano 2012, Nano2017) avaient déjà largement profité de mannes d'argent public sans qu'aucun engagement en termes d'emploi ne soient tenus. Nous sommes donc très sceptiques sur les 1000 emplois promis.

De plus, le rapport entre financements publics et nombre d'emplois (2,9 millions d'euros publics par emploi promis) nous interroge sur les priorités de l'Etat en regard des besoins dans la santé, l'éducation nationale et les services publics de manière générale.

IMPACT N°4 : LES RISQUES INDUSTRIELS.

Le site est classé Seveso seuil haut. L'extension du site se fait en parallèle d'une densification de l'habitat à proximité de l'usine avec les risques mis en lumière par les catastrophes d'AZF ou de Lubrizol. De plus, les réserves émises lors de précédentes études concernant l'impact potentiel des interactions avec les sites Seveso voisins de Soitec et d'Ecra n'ont toujours pas été levées. ST a également profité de la disparition des CHSCT

pour réduire drastiquement les moyens des représentants du personnel. Ces représentants n'ont donc plus la capacité d'agir efficacement pour la sécurité des installations, des salarié.es et de populations avoisinantes.

Il paraît nécessaire que ST transpose au CSE les moyens supplémentaires prévus par l'ancienne circulaire encadrée par la directive européenne SEVESO 3. La mise en place d'une commission environnement comme l'a fait Soitec est également nécessaire.

CHANGER DE LOGIQUE

Sur l'ensemble de ces sujets, il faut changer de logique : jusqu'à maintenant les collectivités mettent à disposition des industriels financements, infrastructures et ressources communes comme l'eau, sans contreparties. Il faut que les richesses issues de notre travail participent à la pérennité de notre territoire en limitant les impacts de notre industrie et en assurant un développement soutenable socialement et écologiquement. L'Etat, actionnaire de la société, doit peser sur les choix stratégiques et de développement au lieu de se contenter d'engranger les dividendes. STMicroelectronics doit payer des impôts en France pour contribuer au développement d'infrastructures qui bénéficient à toutes et tous. C'est à ces conditions, sociales, écologiques et démocratiques, que notre industrie pourra avoir un avenir à long terme dans le respect des êtres humains et de la planète.